Objet : Lettre du paysan Bernard Lannes en réponse à Xavier Beulin

Cher Xavier,

Je suis très honoré de la lettre que tu nous as adressée hier, à nous, les paysans, suite aux mobilisations de ces derniers jours. En tant que paysan, je me permets de te répondre.

Tu te fais le porte-parole de tous les agriculteurs présents dans les mouvements asyndicaux de solidarité. Peut-être, du haut des estrades, as-tu eu l'impression d'avoir initié et géré le mouvement, mais tel n'est pas le cas. La meilleure preuve en est que vendredi dernier, alors que tu appelais à l'arrêt des mouvements, les paysans ne t'ont pas suivi.

Tu écris dans ta lettre qu'il est de plus en plus insoutenable d'accepter la situation actuelle. Tu sais, confidence pour confidence, nous n'avons jamais accepté de vendre nos produits moins chers que leur coût de production.
Cette situation est issue non pas d'une crise, comme tu le répètes si souvent, mais d'une politique parfaitement orchestrée que tes prédécesseurs se sont appliqués à construire (déjà dès le Xème plan en 1989 !) et que tu continues à appliquer. Celle d'un productivisme outrancier, jetant les agriculteurs français aux mains des spéculateurs, pour soi-disant réactiver une « vocation exportatrice » alors que leur marché est le marché intérieur et unique de l'Europe depuis des lustres, et que celle-ci n'arrive toujours pas à se nourrir elle-même. Alors, vouloir vendre aux autres à un prix mondial inférieur à nos coûts de production nous semble très généreux, mais peut-être un tant soit peu inapproprié.

Je suis néanmoins très heureux de t'entendre parler de réguler les marchés après que tes prédécesseurs aient œuvré pour la fin des quotas, et j'espère que tu soutiendras nos actions en faveur d'une réforme de la PAC comme tu défends depuis quelques semaines nos revendications sur les prix.

Depuis mon exploitation du Gers, je ne crois pas que la modernité que tu évoques consiste, comme tu t'esquintes à nous en convaincre, à essayer de s'aligner sur des prix toujours plus bas et à laisser les produits agricoles sous l'égide d'un libre marché total nous mettant en concurrence avec des fermes chinoises. Produire toujours plus, toujours moins cher, pour vivre toujours plus mal, nous, les paysans, en avons assez. Nous avons urgemment besoin d'une exception agriculturelle !

Je reste persuadé, comme l'écrasante majorité des éleveurs laitiers, que 340 € par tonne de lait, alors qu'il en faut au moins 450 euros pour couvrir les coûts de production et le salaire de l'agriculture, est une mauvaise solution.
Par ailleurs, ne penses-tu pas que la Commission européenne va considérer ceci comme une entente sur les prix et condamner une nouvelle fois la France ?

Qu'il n'y ait pas de solution miracle, j'en conviens volontiers avec toi. Pour autant, il me semble, vu de nos fermes, que la solution existe au niveau européen : une réforme de la PAC qui la rendrait compatible avec les objectifs de ses pères fondateurs et des traités toujours en cours, à savoir garantir la sécurité alimentaire de l'Union européenne, à un coût modéré pour les citoyens et assurant des revenus décents aux agriculteurs. Il est vrai que certains industriels et multinationales, avec lesquels tu as des participations croisées avec le

fonds Avril que tu présides, n'y ont aucun intérêt et je crains que nous ne puissions dès lors pas compter sur toi pour que priment les intérêts humains face aux purs intérêts financiers.

Tu penses être la cible d'attaques personnelles. Je pense que l'autre jour, à Saint-Brieuc et à Lyon, les agriculteurs en avaient réellement après toi. Tu es en haut de la pyramide, et cela implique des responsabilités.
Les destinées de la société Avril (Sofiprotéol), que tu présides, sont-elles bien celles que les agriculteurs ont voulues en cotisant « volontairement et obligatoirement » pour construire cet outil qui contrarie leurs intérêts ? Comment Farmor, l'une de ses filiales, peut-elle encore travailler avec plus de 70 % de viande étrangère ? Peux-tu être fier de certaines coopératives qui sont entrées dans ton système et qui rémunèrent moins bien que le secteur privé, malgré tous les avantages qui leur sont concédés et que l'IAA nous reproche ?
J'espère que tu dénonceras désormais avec autant d'ardeur que nous toutes les entreprises qui, au lieu de travailler sur le territoire national à la valorisation de la production française, importent des « minerais agricoles » étrangers pour produire à moindre coût et déstructurent par là même notre belle agriculture.

Par ailleurs, tu interpelles dans ta lettre le Gouvernement, les politiques, les médias et nos concitoyens. Je m'interroge un peu : sommes-nous, nous les paysans, les réels destinataires de ton courrier ?

Quoi qu'il en soit, je compte sur toi pour continuer, comme tu le fais depuis quelques semaines, à porter au plus haut niveau la question des prix rémunérateurs et d'une réforme de la PAC si vitale pour nous, les paysans. Puisque tu en reprends certaines à ton compte tu sais qu'il existe des propositions, que je tiens à ta disposition, pour une PAC rénovée, rémunératrice, source de dignité pour les producteurs et moins coûteuse pour le contribuable.

Pour terminer, je tiens à te rassurer : nous, les paysans, sommes fiers de notre métier. Nous, les paysans, sommes droits dans nos bottes et n'avons pas fauté, en remplissant tous les contrats que la société nous a imposés, allant même plus loin que le reste de l'Europe. Nous, les paysans, sommes fiers de façonner jour après jour les paysages du territoire français. Nous, les paysans sommes fiers d'être la base d'une gastronomie française parmi les plus renommées dans le monde. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas aller plus loin, nous n'avons simplement plus d'avenir avec le modèle économique que tu défends. Nous n'avons pas d'autre ambition que de vivre de notre métier pour faire vivre dignement nos familles, et nous souhaitons que tu mettes désormais tout en œuvre, avec la puissance de ton syndicat et des groupes que tu diriges, pour aboutir enfin à cet objectif.

Bernard Lannes
Président de la CR

Coordination Rurale Union Nationale
BP 50590 – 1 Impasse Marc Chagall – 32022 AUCH cedex 9
Tél. : 05 62 60 14 96 – Fax : 05 62 60 14 31 – E-mail : crun@coordinationrurale.fr
Site : www.coordinationrurale.fr